

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative d'Evry
Boulevard de France
91010 Evry-Courcouronnes

Evry-Courcouronnes, le 11/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COLT TECHNOLOGY SERVICES

15 Ave du Cap Horn
91940 LES ULIS

Références : *D 2022. 0236*

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2022 dans l'établissement COLT TECHNOLOGY SERVICES implanté 15 Ave du Cap Horn 91940 LES ULIS. L'inspection a été annoncée le 04/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la visite du 03/02/2021, compte tenu des enjeux en termes de prévention de la légionellose, de risques technologiques, de consommation d'eau et en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, le Préfet a mis en demeure COLT TECHNOLOGY SERVICES, par voie d'arrêté préfectoral, de justifier du respect des articles suivants sous trois mois à compter de la notification dudit arrêté :

- l'article 8.4.5 de l'AP du 15 mai 2017 en mettant en place les actions correctives afin de lever les déficiences relevées dans le rapport de vérification des installations de protection contre la foudre réalisée par BUREAU VERITAS en date du 29/09/2020. Les justificatifs afférents à la levée des déficiences devra être transmis à l'inspection (**NC1**).
- l'article 4.1.1 de l'AP du 15 mai 2017 en mettant en place les actions correctives afin de respecter la consommation d'eau maximale autorisée fixée à 18000 m³/an en référence à (**NC2**).
- l'article 4.4 de l'AP du 15 mai 2017 en révisant l'analyse méthodiques des risques pour les halls 4/5 et en réalisant l'analyse des risques pour les halls 6/9 (**NC3**).
- l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 en saisissant les données de l'autosurveillance des légionelles pour l'année 2020 sous l'application informatique GIDAF (**NC4**).
- l'article 4.4 de l'AP du 15 mai 2017 en faisant réaliser les analyses légionelles pour les installations des halls 6/9 pendant la période de fonctionnement (**NC5**).

- l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2017 en mettant en place les actions correctives afin que l'installation électrique pour les halls 1-2-3-4-5 et les bureaux ne puisse plus entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. Le Q18 afférent devra être transmis à l'inspection dès qu'il sera disponible via l'organisme de contrôle **(NC6)**.
- l'article 8.6.3 de l'arrêté préfectoral du 15 mai 2017 en réalisant la vérification périodique du système de détection et d'extinction automatique au gaz pour les halls 6/9 dans les plus brefs délais. Les rapports de contrôle afférents devront être transmis à l'inspection dès qu'ils seront disponibles via l'organisme de contrôle **(NC7)**.
- l'article 9.2.1 de l'AP du 15 mai 2017 en reprenant l'inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes en précisant la capacité unitaire de chaque équipement et le fluide frigorigène qu'il contient en référence à **(NC8)**.

L'inspection a été menée sur l'examen des actions engagées suite à la mise en demeure par arrêté préfectoral n°2021/PREF/DCPPAT/BUPPE/086 du 07/04/2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLT TECHNOLOGY SERVICES
- 15 Ave du Cap Horn 91940 LES ULIS
- Code AIOT dans GUN : 0006512161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Aujourd'hui la société COLT TECHNOLOGY SERVICES est la plateforme d'échanges d'informations leader en Europe, à laquelle plus de 30 000 clients - entreprises et administrations - font confiance. Elle a le réseau Ethernet européen de bout en bout le plus rapide, raccordant plus de 100 villes. La société possède et opère un réseau fibre optique de 25 000 kms dans 13 pays, incluant des boucles locales dans 34 grandes villes Européennes, 16 000 bâtiments raccordés en fibre et 19 Data Centers Colt.

La société permet à ses clients de partager, traiter et stocker leurs informations d'entreprise vitales en rassemblant 3 éléments clés :

- Des réseaux IP et Ethernet paneuropéens, raccordant plus de 100 villes et démontrant les plus hauts standards de performance, sécurité et latence de l'industrie.
- Une infrastructure IT significative et des services IT de qualité, avec 19 Data Centres à l'état de l'art, hébergeant des dizaines de milliers d'équipements managés.
- Une expertise étendue dans la création de solutions intégrées, regroupant des services IT managés, réseaux et communications.

Le site des ULIS est dédié à l'hébergement des applications/serveurs IP (Internet Protocol) que ses clients ne souhaitent pas gérer eux-mêmes. Cet hébergement se fait dans un data center, salle « blanche » climatisée, bénéficiant d'un environnement sécurisé (double accès à l'énergie stabilisée et à Internet, climatisation avec redondance).

Situation administrative :

L'établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2021 PREF/DCPPAT/BUPPE/183 du 21 juillet 2021.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de l'arrêté préfectoral n°2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/086 du 07/04/2021 mettant en demeure la société COLT TECHNOLOGY SERVICES.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Protection contre la foudre (NC1)	AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Origine des approvisionnements en eau (NC2)	AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1	/	Consignation

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Analyse méthodique des risques (NC3)	AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1	/	Sans objet
GIDAF (NC4)	AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1	/	Sans objet
Analyses légionelles (NC5)	AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1	/	Sans objet
Installations électriques (NC6)	AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1	/	Sans objet
Systèmes de détection et extinction automatiques (NC7)	AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1	/	Sans objet
Inventaire des équipements contenant des fluides frigo (NC8)	AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que les non-conformités NC3, NC4, NC5, NC6, NC7 et NC8 sont soldées. Cependant, les non-conformités NC1 et NC2 ne sont pas soldées.

Concernant la NC1 (installations de protection contre la foudre), l'inspection demande à l'exploitant de transmettre, dès réception, l'attestation de fin de travaux et les carnets de bords des équipements mis à jours.

Concernant la NC2 (consommation d'eau), l'inspection constate une augmentation substantielle de la consommation d'eau (+257% en une année) dont 78% utilisé par le DH6-9. L'inspection constate la réalisation d'une étude par PROJEX concernant la récupération de l'eau de vidange des IDEC et des condensats. L'exploitant travaille actuellement sur le problème de régulation de la machine avec notamment la modification du logiciel interne.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre (NC1)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511- 1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 623052, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers où pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. AU regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne. Pour les installations dont le 1^{er} arrêté d'autorisation est antérieur au 24 août 2008 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme 50compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre. Pour les installations dont le 1^{er} arrêté d'autorisation est postérieur au 24 août 2008 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention ont été réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par Un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par Un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois. L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur. Les paratonnerres à source radioactive ne sont pas admis d</p> <p>Constats : Par courrier daté du 29/06/2021, l'exploitant transmet un devis établi par la société FRANKLIN pour procéder à des travaux de remplacement et d'installations de parafoudres, conformément à l'étude technique réalisée par BUREAU VERITAS. (PJ NC1 – Devis FRANKLIN du 24/06/2021 relatif aux travaux de remplacement et d'installations de parafoudres).</p> <p>Lors de la visite du 27/01/2022, l'inspection constate que les travaux n'ont pas encore eu lieu. L'exploitant déclare avoir réalisé une nouvelle étude technique par RG_Constant, FRANKLIN ne comprenait pas les demandes de l'étude technique réalisée par BUREAU VERITAS. Par courriel du 28/01/22, l'exploitant transmet l'étude technique foudre rédigé par RG_Constant daté du 14/12/21. L'exploitant déclare avoir passé la commande concernant les travaux de remplacement et d'installations : 4 parafoudres intérieurs (transfo du DH2-3) et 2 paratonnerres en toiture. Les travaux sont prévus entre mars et octobre 2022 (au plus tard). Par courriel du 28/01/22, l'exploitant transmet le bon de commande passé à FRANKLIN pour la réalisation des travaux (daté du 24/01/22).</p> <p>Par courriel du 04/03/22, l'exploitant transmet le dossier des ouvrages exécutés (DOE) relatif au</p>

remplacement des paratonnerres de la toiture du bâtiment.
L'inspection demande à l'exploitant de transmettre dès réception l'attestation de fin de travaux et le carnet de bord mis à jour.
Ce point est partiellement soldé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Origine des approvisionnements en eau (NC2)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé quotidiennement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :
_e Nom de la masse d'eau ou de la Prélèvement maximal annuel Origine de la ressource ; 3 commune du réseau |: (m³/an) Réseau public d'alimentation public d'alimentation en LES ULIS 28000 eau potable

Constats : Par courrier daté du 29/06/2021, l'exploitant déclare qu'un bureau d'études les assiste sur l'ensemble des démarches entreprises et sur la question du recyclage de l'eau actuellement rejetée. L'étude devait être faite au dernier trimestre 2021 pour avoir le recul des consommations de l'été.

Lors de la visite, l'exploitant déclare avoir reçu le rapport de l'étude réalisée par PROJEX le 26/01/22.

L'exploitant déclare un volume total consommé pour 2021 de 67082 m³ d'eau dont 52305 m³ pour le DH6-9 (78% de la consommation totale). L'exploitant informe l'inspection que le DH6-9 n'est pas encore à pleine puissance, ce hall est dédié à un client qui n'utilise pas encore toute la capacité de ses halls.

L'inspection constate une augmentation substantielle de la consommation d'eau (+257% en une année).

L'inspection constate la réalisation d'une étude par PROJEX concernant une analyse globale du site qui conclut à un problème de fonctionnement du système de refroidissement (EXCOOL) du DH6-9. L'exploitant travaille actuellement sur le problème de régulation de l'équipement (éventuelle modification du logiciel interne, inhibition d'une vanne) et déclare avoir mis à l'arrêt 3 osmoseurs sur les 4 en fonctionnement.

L'exploitant présente le tableau de répartition des consommations d'eau et les pistes d'étude "en cours" sur le DH6-9 (inhibition de la vanne). L'inspection constate une baisse significative de la consommation d'eau lorsque la vanne est inhibée (baisse de 200 m³).

À la vue de l'augmentation significative de la consommation d'eau pour le DH6-9, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place des actions correctives dans les plus brefs délais.

Par courriel du 28/02/22, l'exploitant transmet le rapport d'étude révisé établi par PROJEX daté du 16/02/22. Ce rapport indique les techniques à mettre en place pour la récupération des eaux de vidange des IDEC et des condensats. Le bureau d'étude estime l'installation des systèmes de récupération d'eau pour un coût total de 371 167€.

Ce point n'est pas soldé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation

Nom du point de contrôle : Analyse méthodique des risques (NC3)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : Les systèmes de refroidissement associés aux halls 4-5, halls 6-7 et halls 8-9 sont soumis aux dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Après 12 mois d'exploitation à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 pourront être allégées à la demande de l'exploitant et après validation de l'inspection.
Constats : Par courrier daté du 19/04/2021, l'exploitant déclare que : - l'analyse méthodique des risques (AMR) a été révisée pour les halls 4/5 le 19 mars 2021; - l'AMR initiale a été réalisée pour les halls 6/9 le 19 mars 2021. L'exploitant transmet les documents suivant : - Rapport n°797620-10436166/003/001/001 REVISION 2021 DE L'ANALYSE METHODIQUE DE RISQUES DE DEVELOPPEMENT DES LEGIONELLES DANS DES INSTALLATIONS DE REFROIDISSEMENT PAR DISPERSION D'EAU DANS UN FLUX D'AIR SOUS LE REGIME DE DECLARATION ET CONTRÔLE établi par Bureau Véritas daté du 19/03/2021 (centrale adiabatique IDEC DH4/5) A la lecture de ce rapport, l'inspection constate que la gestion du risque légionelle a légèrement évolué depuis 2018 et que beaucoup d'éléments restent à mettre en place. L'exploitant doit revoir le plan de surveillance analytique, le suivi légionelle, les paramètres physico-chimiques et la stratégie de traitement. - Rapport n°797620-10436166/001/001/001 ANALYSE METHODIQUE DE RISQUE DE DEVELOPPEMENT DES LEGIONELLES DANS DES INSTALLATIONS DE REFROIDISSEMENT PAR DISPERSION D'EAU DANS UN FLUX D'AIR SOUS LE REGIME DE DECLARATION ET CONTRÔLE établi par bureau véritas daté du 19/03/2021 (Centrale adiabatique EXCOOL DH6/9) A la lecture de ce rapport, l'inspection constate que la gestion du risque légionelle est à mettre en place. L'inspection constate que l'analyse méthodique des risques pour les halls 4/5 est révisée et celle pour les halls 6/9 réalisée. Cependant, l'inspection demande à l'exploitant de mettre en place la gestion du risque légionelle pour les DH6-9 et revoir le plan de surveillance pour les halls 4/5. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un plan d'action accompagné de délai pour la mise en place de la gestion du risque légionelle. Par courriel du 28/01/2022, l'exploitant transmet le plan d'amélioration concernant la gestion du risque légionelle, celui-ci reprend l'ensemble des recommandations de Bureau Véritas et le suivi des actions menées. Ce point est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : GIDAF (NC4)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, GIDAF
Prescription contrôlée : Les systèmes de refroidissement associés aux halls 4-5, halls 6-7 et halls 8-9 sont soumis aux dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Après 12 mois d'exploitation à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 pourront être allégées à la demande de l'exploitant et après validation de l'inspection.
Constats : A la date du 21/01/2022, l'inspection constate que l'exploitant a renseigné l'autosurveillance des légionelles pour 2020 et 2021 sur l'application GIDAF. Ce point est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyses légionelles (NC5)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques
Prescription contrôlée : Les systèmes de refroidissement associés aux halls 4-5, halls 6-7 et halls 8-9 sont soumis aux dispositions de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Après 12 mois d'exploitation à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 pourront être allégées à la demande de l'exploitant et après validation de l'inspection.
Constats : Par courrier daté du 19/04/2021, l'exploitant déclare que la commande d'analyses légionnelles est planifiée au 29 avril 2021 pour les halls 6/9 par le laboratoire EUROFINS. Par courriel du 27/01/22, l'exploitant transmet le rapport d'analyses de concentration en légionelles établi par EUROFINS daté du 10/05/2021. L'inspection constate via GIDAF la réalisation de l'autosurveillance légionnelle tous les mois. L'inspection constate un retard de transmission des résultats dans GIDAF. L'inspection rappelle que les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> doivent être transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 30 jours à compter de la date des prélèvements correspondant. Ce point est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques (NC6)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum Une fois par an par Un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. L'exploitant est également en mesure de fournir un compte-rendu de vérification Q 18 datant de moins d'un an, dont le contenu et la forme du document sont définis par le référentiel APSAD, attestant que les installations électriques ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.
Constats : Par courrier daté du 29/06/2021, l'exploitant déclare que les réserves ont été levées et être en attente d'une contre-visite de Bureau Veritas L'exploitant présente les deux rapports Q18 établis par BUREAU VERITAS datés du 08/11/21: L'inspection constate que l'installation ne présente pas de risques d'explosion ni d'incendie. Ce point est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Systèmes de détection et extinction automatiques (NC7)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8.2.1 du présent arrêté en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Détection incendie : La détection incendie est assurée par trois modes de détection : * Une détection optique de fumées dans les voies de circulation * Un double détection pour les halls munis d'extinction automatique + Des détecteurs multi ponctuels au niveau des Datahalls. Ces éléments sont raccordés sur une centrale incendie située au niveau du PC sécurité où au moins deux personnes sont présentes 24h/24 et 7j/7. Système d'extinction incendie : Tous les bâtiments sont équipés de système d'extinction automatique au gaz. Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : Par courrier daté du 19/04/2021, l'exploitant déclare que la vérification périodique du système de détection et d'extinction automatique au gaz pour les halls 6/9 a été réalisée en mars 2021 par SIEMENS. PJ NC7 – Rapport de maintenance SIEMENS – Système d'extinction gaz halls 6/9. Rapport N°: 6LB-0630027090_202103_PM_20210315095211 établi par SIEMENS L'inspection constate que l'exploitant a répondu à la demande de l'inspection. Ce point est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Inventaire des équipements contenant des fluides frigo (NC8)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/04/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions particulières applicables à certaines installations
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Par courrier daté du 19/04/2021, l'exploitant déclare que l'inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes a été repris et fait bien apparaître la capacité unitaire de chaque équipement ainsi que le fluide frigorigène qu'il contient. • PJ NC8 – Inventaire des équipements contenant des fluides frigorigènes. L'inspection constate que l'exploitant répond à la demande de l'inspection. Ce point est soldé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet



**PRÉFET
DE L'ESSONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

**Arrêté n°2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/ du
prescrivant à l'encontre de la société COLT TECHNOLOGY SERVICES
une procédure de consignation de somme répondant au coût des travaux de
récupération de l'eau de vidange et des condensats afin de respecter la consommation
d'eau maximale autorisée pour son établissement situé 15 avenue du Cap Horn aux ULIS
(91 940)**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Éric JALON, Préfet Hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, administrateur civil hors classe, en qualité de sous-préfet, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2020-PREF-DCPPAT-BCA-241 du 19 octobre 2020 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°2021 PREF/DCPPAT/BUPPE/183 du 21 juillet 2021 portant autorisation environnementale relative à l'exploitation par la société COLT TECHNOLOGY SERVICES de centres d'hébergement de données informatiques (data centers) dans le cadre de l'extension du site historique situé 15 avenue du Cap Horn aux ULIS (91 940) ;

VU l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2021 PREF/DCPPAT/BUPPE/086 du 07 avril 2021 mettant en demeure la société COLT TECHNOLOGY SERVICES de respecter les prescriptions appli-

cables pour son établissement, situé 15 avenue du Cap Horn sur le territoire de la commune des Ulis (91 940) ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du **XX** mars 2022, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 27 janvier 2022, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier préfectoral du **XX** mars 2022 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du **XX AVRIL** 2022 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 27 janvier 2022, l'inspecteur a constaté que l'exploitant ne respecte toujours pas les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 07 avril 2021 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'échéance de l'arrêté de mise en demeure du 07 avril 2021 de trois mois pour mettre en place les actions correctives afin de respecter la consommation d'eau maximale autorisée fixée à 18 000 m³, est dépassée et n'a pas été respectée par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant déclare avoir consommé pour l'année 2021, 62 082 m³ d'eau et ne respecte pas la consommation maximale autorisée par le nouvel arrêté d'autorisation environnementale fixant à 28 000 m³ la consommation d'eau maximale autorisée ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a transmis le 28 février 2022 une estimation des travaux datée du 16 février 2022 du bureau d'étude PORJEX Ingénierie concernant la récupération des eaux usées et des condensats pour un coût de **371 167 € HT**,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - La procédure de consignation prévue à l'article L.171-8 du code de l'environnement est engagée à l'encontre de la société COLT TECHNOLOGY SERVICES, dont le siège social est situé 23-27 Rue Pierre Valette 92 240 Malakoff, concernant son data center situé Parc d'activité de Courtaboeuf – 15 avenue du Cap Horn sur le territoire de la commune des Ulis, pour un montant total de **371 167 € HT**, répondant aux coûts des travaux nécessaires à la récupération des eaux de vidanges et de condensats.

ARTICLE 2 - Après avis de l'inspection des installations classées, la somme consignée pourra être restituée à la société COLT TECHNOLOGY SERVICES sous réserve de l'exécution par l'exploitant des travaux et du respect de la consommation d'eau maximale autorisée conformément à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 21 juillet 2021.

ARTICLE 3 - En cas d'inexécution des travaux, et déclenchement de la procédure de travaux d'office prévue à l'article L 171-8 du code de l'environnement, la société COLT TECHNOLOGY SERVICES, perdra bénéfice de la somme consignée. Ces dernières pourront alors être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures demandées.

ARTICLE 4 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78 011 VERSAILLES) dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication.

En application du dernier alinéa du 1° du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement l'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.

ARTICLE 5 - Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

La Directrice Départementale des Finances Publiques,

Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à la Société COLT TECHNOLOGY SERVICES, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne, et dont une copie est transmise pour information à Monsieur le Maire des ULIS.

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Benoît KAPLAN

